**REPUBLIQUE DU NIGER**

****

**MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT – NIGER**

**(MCA-Niger)**

DEMANDE DE CANDIDATURES

**Émis le :** **23 mars 2023**

**\*\*\***

**Pour**

**Le recrutement** **d’un(e) consultant(e) individuel(le) pour** **la formation des nouveaux staffs de MCA - Niger et de ses Partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) à Niamey, Tahoua, Tillabéry, Maradi et Dosso pour le compte de MCA – Niger.**

**Réf : ADM\_41\_IC\_416\_22**

**\*\*\***

**Mars 2023**

Table des matières

[DEMANDE DE CANDIDATURES 1](#_Toc130464983)

[Section 1. Instructions générales aux Consultants (IGC) 4](#_Toc130464984)

[Section 2. Instructions spécifiques aux Consultants (ISC) 5](#_Toc130464985)

[Section 3. Formulaires de candidature 8](#_Toc130464986)

[Section 4. Termes de référence 15](#_Toc130464987)

[Section 5. Critères d’évaluation 25](#_Toc130464988)

[Section 6. Documents contractuels 27](#_Toc130464989)

[Modèle de contrat 28](#_Toc130464990)

[Conditions du Contrat 30](#_Toc130464991)

[1. Pratiques de corruption et de fraude 30](#_Toc130464992)

[2. Divulgation des commissions et des frais 30](#_Toc130464993)

[3. Force majeure 30](#_Toc130464994)

[4. Suspension 31](#_Toc130464995)

[5. Résiliation 31](#_Toc130464996)

[6. Obligations du Consultant 33](#_Toc130464997)

[7. Confidentialité 34](#_Toc130464998)

[8. Assurance à souscrire par le Consultant 34](#_Toc130464999)

[9. Comptabilité, inspection et audit 34](#_Toc130465000)

[10. Obligations en matière de rapports 34](#_Toc130465001)

[11. Droits de propriété de l'Entité MCA sur les rapports et les registres 34](#_Toc130465002)

[12. Description de poste du Consultant 35](#_Toc130465003)

[13. Obligation de paiement de l'Entité MCA 35](#_Toc130465004)

[14. Mode de facturation et de paiement 35](#_Toc130465005)

[15. Intérêts de retard 35](#_Toc130465006)

[16. Impôts et taxes 35](#_Toc130465007)

[17. Règlement à l'amiable des différends 36](#_Toc130465008)

[18. Règlement des différends 36](#_Toc130465009)

[Pièce jointe n° 2 : Politique de la MCC - Annexe aux dispositions générales 39](#_Toc130465010)

[Appendice A - Description des services et exigences en matière de rapports 40](#_Toc130465011)

[Appendice B - Curriculum Vitae du-DE LA Consultant(e) 42](#_Toc130465012)

[Appendice C - Coordonnées bancaires du DE LA Consultant(e) 43](#_Toc130465013)

[Appendice D - Calendrier de recrutement négocié (si nécessaire) 44](#_Toc130465014)

[Appendice E - Détails des coûts 45](#_Toc130465015)

|  |
| --- |
| 1. Instructions générales aux Consultants (IGC) |

Les Instructions générales aux Consultants (IGC) sont disponibles en cliquant sur ce lien suivant en faisant ctrl+clic gauche :

[Section 1 - Modèle d’IGC relatif à la Demande de candidatures pour la sélection de Consultants individuels](https://mccus-my.sharepoint.com/:b:/g/personal/knutsongm_mcc_gov/EQafh1qMU0ZHmYH81j8CHfcB0_Qo9M77Tv0Cj_FdwWurqw).

|  |
| --- |
| 1. Instructions spécifiques aux Consultants (ISC) |

Niamey, le 23 mars 2023

**Recrutement d’un(e) consultant(e) individuel(le) pour la formation des nouveaux staffs MCA - Niger et de ses Partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) à Niamey, Tahoua, Tillabéry, Maradi et Dosso pour le compte de MCA – Niger.**

**RFA : N° ADM\_41\_IC\_416\_22**

1. Les États-Unis d’Amérique, agissant par l’intermédiaire de la Millenium Challenge Corporation (« MCC ») et le Gouvernement du Niger (le « Gouvernement » ont signé un Compact en vue d’une assistance au titre du Millennium Challenge Account pour un montant d’environ Quatre cent trente-sept millions (437,000,000) USD (le « Financement MCC ») afin de contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Niger, (le « Compact »). Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire du Millennium Challenge Account – MCA-Niger, entend utiliser une partie du Financement MCC pour effectuer des paiements autorisés au titre d’un contrat en vue de **sélectionner un consultant individuel pour assurer la formation de nouveaux staffs MCA - Niger et de ses Partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) à Niamey, Tahoua, Tillabéry, Maradi et Dosso** pour lequel la présente Demande de candidatures (« RFA ») est émise.
2. Le programme Compact comprend les projets suivants :

* Le projet Irrigation et Accès aux Marchés, dont l’objectif est d’augmenter les revenus d’origine rurale par le biais de l’amélioration de la productivité agricole et de l’augmentation des ventes issues de la modernisation de l’irrigation agricole et des systèmes de gestion des inondations, en assurant un accès suffisant aux divers secteurs et marchés existants.
* Le Projet de Communautés Résilientes au Changement Climatique dont l’objectif est d’augmenter les revenus des familles dépendant de l’agriculture et de l’élevage

à petite échelle dans les communes éligibles et sur les axes d’élevage de bétail dans les régions rurales du Niger en améliorant la productivité des exploitations agricoles et des éleveurs, en favorisant le développement durable des ressources naturelles essentielles à la production, en soutenant la croissance des entreprises agricoles et en augmentant les ventes des marchandises ciblées sur les marchés concernés.

1. La MCC exige de tous les bénéficiaires d’un Financement MCC, et notamment de l’Entité MCA et de tout candidat, soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur, sous-traitant, consultant et sous-consultant dont les services auraient été sollicités au titre d’un contrat financé par la MCC, le respect des normes d’éthique les plus strictes lors de l’attribution et de l’exécution de ces contrats. La *Politique en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC* (« Politique AFC de la MCC ») s’applique à tous les contrats et procédures de sélection de consultants impliquant un Financement MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de la MCC à l’adresse suivante : <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption>.
2. Le MCA-Niger invite, par la présente, les Consultants-tes individuels-les admissibles à présenter leur candidature pour le recrutement d’un(e) Consultant(e) Individuel(le) dans l’objectif d’**assurer la formation des nouveaux staffs MCA - Niger et de ses partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) à Niamey, Tahoua, Tillabéry, Maradi et Dosso.**
3. **Lieu de la mission, date de démarrage et durée du Contrat**.

Le lieu de la mission est au Niger et la durée globale de la mission est mentionnée au point V des Termes de référence

La date de début sera fixée lors des négociations du contrat et mentionnée dans l’Ordre de Service (OS).

1. Les critères d’évaluation sont indiqués **à la section 5 de la présente RFA.**
2. Tous les candidats doivent satisfaire aux critères d'admissibilité prévus à la clause 6 des IGC, y compris aux restrictions applicables aux fonctionnaires. Dans le cas où un candidat tombe sous le coup des alinéas 6.9(a) - 6.9(e) des IGC, et s’il s’avère qu’il a quitté l'Entité MCA dans les douze (12) mois suivant la date de la Demande de candidature, il doit obtenir un « avis de non-objection » de l'Entité MCA pour la prise en compte de cette personne, avant la soumission de sa Candidature.
3. Les Consultants-tes individuel-e-s intéressé-e-s sont invité-e-s à soumettre leur Candidature en utilisant les formulaires prévus à cet effet à la Section 3 (Formulaires de candidature) de la présente Demande de candidatures.

La proposition financière (Formulaire 4) est soumise avec les autres formulaires. Il n'est pas exigé que la proposition financière soit protégée par un mot de passe, mais elle peut être protégée à la discrétion du-de la Consultant(e). Les Consultant(e)s qui choisissent de protéger leurs propositions financières par un mot de passe peuvent le faire pour se prémunir contre l'ouverture intempestive de leur proposition, mais il leur incombe de fournir le mot de passe correct lorsque cela est exigé par l’Entité MCA. Si un(e) Consultant(e) ne fournit pas le mot de passe pour accéder à sa proposition financière au moment de soumettre sa Candidature, le mot de passe est demandé par le MCA après l'évaluation des Candidatures.

1. Une conférence préalable au dépôt des Candidatures **n’aura pas lieu**.
2. Les Consultant(e)s Individuel(le)s peuvent demander des éclaircissements sur la présente Demande de candidatures par courrier électronique à l'adresse [MCANigerPA@dt-global.com](mailto:MCANigerPA@dt-global.com) avec copie à [procurement@mca.niger](mailto:procurement@mca.niger) au plus tard 5 jours avant la date de remise des candidatures. MCA-Niger répondra dans les 2 jours suivants la réception de la demande d’éclaircissements. MCA-Niger se réserve le droit de ne pas répondre aux demandes d'éclaircissement soumises après la date susmentionnée. Toutes les demandes d'éclaircissement sont officielles et écrites.
3. Le budget prévu pour ce contrat est de **: *« sans objet »***
4. La date limite de réception de votre candidature est le 17 avril 2023 à 10h00 (heure locale – GMT+1).
5. **Procédure de sélection** : Le-la Consultant(e) sera sélectionné(e) conformément aux procédures de sélection des Consultant(e)s Individuel(le)s énoncées dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC, qui sont disponibles sur le site Web de la MCC ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov)).
6. Le processus de sélection comprend deux étapes :
7. L’Entité MCA commence par sélectionner le-la Consultant(e) qui présente la proposition technique (le CV, la compréhension des termes de référence, les qualifications et l’expérience) la plus appropriée en se basant sur les critères énoncés dans les pièces jointes à la Lettre d’invitation ;
8. Puis MCA-Niger procède à l’ouverture de la proposition financière du-de la Consultant(e) qui présente les meilleures qualifications. Le marché lui sera attribué sous réserve que les parties tombent d’accord sur les termes du contrat et que le prix proposé par ce-cette Consultant(e) soit raisonnable.
9. Toutes les candidatures doivent demeurer valides pour une période de **90 jours** à compter de la date limite de soumission.
10. MCA-Niger se réserve le droit d’annuler la présente Demande de Qualifications à toute étape du processus, sans être tenu d’en apporter les justifications ; toute contestation portant sur une telle annulation sera irrecevable.
11. Les candidatures doivent être envoyées par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 17 avril 2023 à 10h00 (heure locale – GMT+1) :

[AMEEMMCANigerPA@dt-global.com](mailto:AMEEMMCANigerPA@dt-global.com) avec copie à[procurement@mcaniger.ne](mailto:procurement@mcaniger.ne)

Avec la mention en objet du Courriel :

**RFA** **N°ADM\_41\_IC\_416\_22 - Recrutement d’un(e) Consultant(e) Individuel(le) pour assurer la formation de nouveaux staffs MCA - Niger et de ses Partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) à Niamey, Tahoua, Tillabéry, Maradi et Dosso.**

Les Consultant(e)s ne peuvent contester les résultats d'une passation de marché que conformément aux règles établies dans le Système de contestation des soumissionnaires mis en place par le MCA-Niger et approuvé par la MCC. Les règles et dispositions du Système de contestation des soumissionnaires sont disponibles à l’adresse suivante : <https://www.mcaniger.ne/2018/07/10/procedures-de-recours-bid-challenge> tel que requis par les Directives de Passation des Marchés du Programme MCC ».

Toute contestation sera adressée au :

Secrétariat du Bid Challenge, Millennium Challenge Account- Niger

Boulevard Mali Béro en Face du Lycée Bosso BP 738 – Niamey

Email : [bid.challenge@mcaniger.ne](mailto:bid.challenge@mcaniger.ne) avec copie à : [procurement@mcaniger.ne](mailto:procurement@mcaniger.ne); [AMEEMMCANigerPA@dt-global.com](mailto:AMEEMMCANigerPA@dt-global.com)

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l’expression de mes sentiments distingués.

**Mamane M. ANNOU**

Le Directeur Général du MCA-Niger :

1. Formulaires de candidature

**Formulaire 1 : Lettre de candidature**

**[*Lieu, Date*]**

A : Monsieur Mamane M. ANNOU

Directeur Général de MCA-Niger

Boulevard Mali Béro,

Niamey-Niger:

Monsieur/Madame,

**Objet : Recrutement d’un(e) Consultant(e) Individuel(le) pour assurer la formation de nouveaux staffs MCA - Niger et de ses Partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) à Niamey, Tahoua, Tillabéry, Maradi et Dosso – Réf : ADM\_41\_IC\_416\_22.**

Je, soussigné, propose de fournir les services de Consultant(e) pour la mission susmentionnée conformément à la Lettre d'invitation en date du [***Date***].

Par la présente, je soumets ma Candidature comprenant mon dernier curriculum vitae mis à jour qui indique, entre autres, les missions pertinentes que j'ai accomplies précédemment et les personnes que j'ai citées comme références avec leurs coordonnées complètes.

Je déclare par la présente que toutes les informations et déclarations contenues dans le présent document sont exactes et fiables. Je conviens que toute interprétation erronée du présent document peut entraîner ma disqualification.

Je certifie par la présente que je ne participe à aucune des activités interdites décrites dans la *Politique de lutte contre la Traite des Personnes de la MCC* ni ne facilite ou n'autorise de telles activités, ni aucune activité interdite pendant la durée du Contrat. Enfin, je reconnais que la participation à de telles activités est un motif de suspension ou de résiliation de l'emploi ou du Contrat.

Je reconnais avoir pris connaissance de la *Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC*[[1]](#footnote-2) et je certifie par la présente que je ne participe pas ou ne facilite pas la fraude et la corruption telles que décrites dans la Clause 4 des IGC. Enfin, je reconnais que la participation à de telles activités constitue un motif de suspension ou de résiliation du Contrat. Je certifie en outre que je remplis les critères requis pour bénéficier d'un contrat financé par la MCC, conformément aux clauses d'éligibilité énoncées dans les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*.

Si les négociations ont lieu pendant la période de validité initiale de la Candidature, je m'engage à négocier à condition d'être disponible pour la mission.

Ma proposition est susceptible d'être modifiée lors des négociations du Contrat.

Je m'engage, si ma Candidature est acceptée, à engager la fourniture des services de Consultant(e) dans les délais indiqués à la Section 2 (Instructions spécifiques aux Consultants).

Je comprends et accepte sans condition que, conformément à la Section 2 de la présente Demande de candidatures (ISC), toute contestation ou réclamation concernant le processus ou les résultats de la présente passation de marché ne peut être présentée que par le biais du Système de contestation des soumissionnaires (SCS) de MCA-Niger.

Je comprends que vous n'êtes pas tenu d'accepter les propositions que vous pourriez recevoir.

Je comprends également que le MCA-Niger se réserve le droit d’annuler la présente Demande de Candidatures à toute étape du processus, sans être tenu d’en apporter les justifications ; toute contestation portant sur une telle annulation sera irrecevable

Je reconnais que ma signature numérique/numérisée est valide et juridiquement contraignante.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l’assurance de ma considération distinguée.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[Nom du-de la Consultant(e) Individuel(le)]

[Date et signature]

**Formulaire 2 : Curriculum vitae (CV)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1. **Nom et Prénom** 2. **E-Mail** 3. **cellulaire** | [Insérer le nom complet] | | | | | | | | |
| 1. **Date de naissance** | [Insérer la date de naissance] | | | | |  | |  | |
| 1. **Nationalité** | [Insérer la nationalité] | | | | |  | |  | |
| 1. **Éducation** | [Indiquer les études universitaires et autres formations spécialisées, en précisant le nom des établissements, les diplômes obtenus et les dates d'obtention]. | | | | | | | | |
| 1. **Affiliation à des associations professionnelles** | [Insérer les informations pertinentes] | | | | | | | | |
| 1. **Autres formations** | [Indiquer les formations postuniversitaires et autres formations pertinentes] | | | | | | | | |
| **Pays où le consultant a travaillé** | [Citer les pays où le consultant a travaillé au cours des dix dernières années] | | | | | | | | |
| **Langues** | [Pour chaque langue, indiquer le niveau de compétence : excellent, bon, moyen ou faible à l'oral, en lecture et en rédaction]. | | | | | | | | |
|  | Langue | Parlé | | | Lu | | Ecrit | |
| **Emplois passés** | [En commençant par le poste actuel, énumérer dans l'ordre inverse tous les emplois occupés par le consultant depuis l'obtention de son diplôme, en indiquant pour chaque emploi (voir le format ci-dessous) : les dates d'emploi, le nom de l'organisme employeur, les postes occupés]. | | | | | | | | |
|  | De [mois] [année] : | | À [mois] [année] : | | | | | | |
|  | Employeur : | | | | | | | | |
|  | Poste(s) occupé(s) : | | | | | | | | |
| **Travaux antérieurs qui illustrent le mieux la capacité à s’acquitter des tâches assignées** | [Parmi les missions auxquelles le consultant a participé, indiquer les informations suivantes concernant les missions qui illustrent le mieux sa capacité à accomplir les tâches énumérées dans la Lettre d'intention]. | | | | | | | | |
|  | Nom de la mission ou du projet : | | |  | | | | | |
|  | Année : | | |  | | | | | |
|  | Lieu : | | |  | | | | | |
|  | Entité : | | |  | | | | | |
|  | Principales caractéristiques du projet : | | |  | | | | | |
|  | Poste occupé : | | |  | | | | | |
|  | Activités/tâches effectuées : | | |  | | | | | |

**Références :**

[*Indiquer au moins trois personnes de référence ayant une très bonne connaissance de votre travail. Indiquer le nom, le titre, le téléphone et l'adresse électronique de chaque personne citée comme référence. Le MCA-Niger se réserve le droit de contacter d'autres sources ainsi que de vérifier les références, en particulier pour vérifier les performances sur tout projet pertinent financé par la MCC].*

**Certification** :

Je, soussigné(e), certifie qu'à ma connaissance, ce CV me décrit correctement, ainsi que mes qualifications et mon expérience. Je comprends que toute déclaration volontairement erronée contenue dans le présent document peut entraîner ma disqualification ou ma révocation, au cas où je suis engagé.

Je, soussigné(e), déclare par la présente que j'accepte de participer à la mission susmentionnée. Je déclare en outre que je suis en mesure et désireux de travailler pendant la période prévue dans la Lettre d'invitation mentionnée ci-dessus.

Signature :

Date :

**Formulaire 3 : Approche et méthodologie**

* Vous devez expliquer dans cette partie votre méthodologie proposée pour la formation avec un planning détaillé ;

**[Maximum 3 pages]**

**Formulaire 4 : Proposition financière**

**Recrutement d’un consultant individuel pour assurer la formation de nouveaux staffs MCA - Niger et de ses Partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) à Niamey, Tahoua, Tillabéry, Maradi et Dosso – Réf : ADM\_41\_IC\_416\_22.**

**[*Lieu, Date*]**

A : Monsieur Mamane M. ANNOU

Directeur Général de MCA-Niger

Boulevard Mali Béro,

Niamey-Niger

Monsieur/Madame,

Après avoir examiné la Documentation de la lettre d'invitation, j'ai le plaisir de soumettre la proposition financière suivante pour les services à fournir :

|  |  |
| --- | --- |
| Taux mensuel (US$ ou CFA) | Montant en lettre |
|  |  |

*Les perdiem et frais de billets d’avion pour les consultants étrangers seront négociés au cas par cas avant la signature du contrat. Toutefois, les billets d’avion seront remboursés au réel sur présentation de pièces justificatives*

Conformément à l'obligation qui nous est faite de prendre connaissance de la *Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC*[[2]](#footnote-3) et à l’obligation de déclarer que nous n'avons pas participé à des actes de fraude et de corruption tels que décrits à l'alinéa 4 des IGC, je certifie que :

1. Les prix figurant dans l’offre ont été fixés de manière indépendante, sans aucune consultation, communication ou accord avec d’autres soumissionnaires ou concurrents en vue de restreindre la compétition en ce qui concerne :
2. lesdits prix ;
3. l’intention de soumettre une Offre ; où
4. les méthodes ou facteurs de calcul des prix proposés.
5. Les prix figurant dans la présente offre n'ont pas été et ne seront pas sciemment divulgués par nous, directement ou indirectement, à tout autre soumissionnaire ou concurrent avant l'ouverture de la Proposition ou l'attribution du contrat, sauf disposition contraire de la loi ;
6. Nous n'avons pas tenté ou ne tenterons pas d'inciter une autre entreprise à soumettre ou à ne pas soumettre une offre dans le but de restreindre la concurrence ; et

Je comprends que vous n'êtes pas tenu d'accepter les propositions que vous pourriez recevoir et qu'un contrat contraignant n'interviendrait qu'après la conclusion de négociations finales sur la base des éléments techniques et de prix proposés.

Je reconnais que ma signature numérique/numérisée est valide et juridiquement contraignante.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l’expression de mes sentiments distingués.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[Nom du-de la Consultant(e) Individuel(le)]

[Date et signature]

1. Termes de référence

**A picture containing logo

Description automatically generated**

**Termes de Référence**

**Recrutement d’un (e)** **Consultant(e) individuel(le) pour la formation des nouveaux staffs MCA - Niger et de ses Partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS)**

|  |  |
| --- | --- |
| **Employeur** | Millennium Challenge Account (MCA-Niger) |
| **Titre** | Consultant(e) Genre et Inclusion Sociale |
| **Lieu de la prestation** | Niamey et les 4 régions de la zone d’intervention du Compact |
| **Type de contrat** | Services de Consultant Individuel |
| **Durée** | Six (6) mois : Juin à Novembre 2023 |

**Contexte général de la mission**

1.1 Informations sur le compact Niger

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) est une agence gouvernementale américaine qui travaille avec les pays en voie de développement pour promouvoir une croissance économique durable afin de réduire la pauvreté. Les pays éligibles au développement des programmes financés par MCC signent une convention de subvention de cinq ans (un Compact) et le mettent en œuvre. Le 29 juillet 2016, le Programme Compact a été signé entre le Gouvernement du Niger et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, agissant à travers la Millennium Challenge Corporation.

Le Programme Compact du MCA-Niger vise la réduction de la pauvreté à travers une croissance économique basée sur l’augmentation des revenus d’origine rurale et l’utilisation productive et durable des ressources naturelles via une production agricole de meilleur rendement et l’accès aux marchés existants des produits agricoles et de l’élevage. Il intervient dans quatre (4) régions du Niger, Dosso, Maradi, Tahoua et Tillabéry pour une durée prévue de 5 ans à partir du 26 Janvier 2018. Mais à la suite des répercussions du Covid 2019, il a été prolongé de 1 an, repoussant sa fin au 26 janvier 2024. Ce programme comprend deux projets :

* **Le Projet d’Irrigation et Accès aux Marchés**, qui a l'objectif d’accroître les revenus des populations rurales grâce à l'amélioration de la productivité agricole et l’augmentation des ventes résultant d’une agriculture irriguée modernisée et d'un meilleur accès aux intrants et aux marchés est composé de quatre volets : (a) développement des périmètres irrigués, (b) services de gestion et de la Facilitation des activités sur le marché, (c) infrastructures routières d'accès aux marchés et (d) Réformes de politiques ciblées. Le volet (a) comprend la réhabilitation du système d’irrigation de Konni et le développement des nouveaux périmètres à Sia Kouanza.
* **Le Projet Communautaire de Résilience aux Changements Climatiques**, dont l'objectif est d'accroître les revenus pour les familles ayant de petites exploitations agricoles et pastorales dans les communes et les corridors éligibles du Niger rural à travers l’amélioration de la productivité de l’agriculture et de l'élevage, le soutien à la gestion des ressources naturelles essentielles à la production, l’appui aux entreprises, et à l’augmentation des ventes de produits ciblés sur le marché.

Rappelons que toutes les activités conduites dans le cadre du Compact-Niger sont soumises aux politiques générales et aux standards de MCC notamment en termes d’intégration des normes financières, environnementales, sociales, genre et Traite des Personnes.

**1.2 Contexte de la Consultation**

Un des motifs des subventions de MCC est la persistance des inégalités sociales dans beaucoup de pays vu que ces inégalités ralentissent la croissance économique des pays émergeants. A cet effet, MCC s’est engagé et engage ses partenaires à mettre un accent particulier sur la prise en compte de la question de l’égalité, de genre et de l’inclusion sociale des populations vulnérables. Les principes de MCC sur ces aspects sont traduits dans sa « Politique Genre » et ses exigences/directives, ayant conclu que la pauvreté est étroitement liée au niveau d’égalité de genre et que les inégalités pourraient constituer un obstacle important à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Par conséquent, afin de maximiser l'impact du Programme Compact sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté, le MCC exige que les pays éligibles analysent les différences et les inégalités de genre pour orienter l'élaboration, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes financés. MCC fait alors de l’obligation pour tout bénéficiaire de sa subvention d’élaborer un Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale, un principe fondamental de sa Politique genre. Et ce, afin que les actions mises en œuvre dans le cadre des Compact soient inclusives et sensibles à l’égalité de genre et à la mitigation des risques liés à la traite des personnes.

C’est ainsi que, MCA - Niger a élaboré un Plan d‘Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) qui traduit l’obligation du Niger à combattre toute forme d’inégalité à l’accès et au contrôle aux biens et services aux femmes, aux jeunes et autres personnes vulnérables durant toutes les phases de sa mise en œuvre.

Le PIGIS devient alors un document de référence destiné aux différents départements du MCA - Niger et à leurs partenaires en charge de la mise en œuvre du Compact, afin qu’ils puissent intégrer de manière transversale le genre et l’inclusion sociale aussi bien sur le plan organisationnel qu’institutionnel. Le département en charge de cette approche, doit veiller à son intégration dans toutes les activités financées par MCC, d’où le renforcement des compétences de tous-tes les acteur(trice)s de mise en œuvre. Au Niger, le PIGIS a été validé par MCC en Juin 2018 sous sa forme originale et en juillet 2020 après sa mise à jour pour prendre en compte les différentes réorientations induites par les changements de contexte des projets durant la phase de développement.

Pour son appropriation, de 2018 à cette date, des appuis/accompagnements ont été apportés par le département GIS aux staffs MCA et partenaires, tant à travers des formations formelles ou au cours de présentations lors d’ateliers de démarrage, de missions de suivi qu’à travers les rencontres périodiques des experts-tes GIS de MCA et de ses partenaires de mise en œuvre. Cette dernière activité a eu comme produit principal, la capitalisation des résultats et les orientations stratégiques pour harmoniser les actions.

Les activités étant dynamiques, il va sans dire que la mobilisation du personnel suive la logique, d’où le besoin incessant de renforcement de capacités. De même, le compact prenant fin en 2023, il est souhaitable que les résultats de mise en œuvre du PIGIS soient capitalisés et partagés aux acteurs-trices impliqués-es aux niveaux national et local dans un souci d’appropriation et de mise à échelle de ses acquis.

C’est ainsi que MCA – Niger, envisage de recruter un Consultant Individuel pour assurer la formation de nouveaux staffs sur les exigences d’intégration du GIS pour une surveillance des griefs aux bénéficiaires et d’appuyer le département GIS à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du PIGIS. Ces Tdr sont élaborés pour le recrutement d’un Consultant individuel qui aura la charge des tâches assignées à cette mission.

1. **Objectifs de la Consultation**

Tous les projets financés par MCC sont tenus de respecter les exigences en matière de Genre et d’Inclusion Sociale (GIS). Pour une bonne intégration des aspects GIS dans les activités du programme Compact, le personnel de MCA-Niger ainsi que ses partenaires de mise en œuvre sont tenus de comprendre les concepts clés du GIS ainsi que son approche opérationnelle.

**2.1 Objectif global**

Cette consultation vise le renforcement de capacités des staffs de MCA et de ses partenaires à l’intégration et à la capitalisation du GIS à toutes les étapes du cycle de gestion des projets du Compact, en vue d’assurer l’appropriation des stratégies développées et les résultats acquis, par les acteurs/actrices de l’Etat et de la société civile.

**2.2 Objectifs spécifiques**

Il s’agit spécifiquement :

* D’animer deux (2) sessions de formation aux nouveaux employés de MCA - Niger et de ses partenaires sur la prise en compte du genre et de l’inclusion sociale dans le cycle de gestion d’un programme/projet ;
* D’accompagner le département GIS au processus d’élaboration du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale en prélude à la clôture du Compact ;
* D’élaborer et de présenter pour validation aux différentes parties prenantes un document de capitalisation de la mise en œuvre du PIGIS lors d’un atelier national et
* Tenir des ateliers régionaux de restitution du document final.

1. **Résultats attendus**

A l’issue de la consultation, les résultats suivants sont attendus :

* Les participants/tes se sont familiarisés avec les concepts genre et inclusion sociale et les problématiques liées à l’équité de genre et à l’inclusion sociale dans les domaines d’activités mises en œuvre dans le cadre du Compact – Niger ;
* Le bilan de mise en œuvre du PIGIS est validé ;
* Le bilan ainsi que les résultats de la stratégie d’intégration du GIS dans les activités mises en œuvre durant le Compact sont partagés avec toutes les parties prenantes.

1. **Durée et étendue de la mission**

Le MCA-Niger cherche à conclure avec un ou une (1) consultant(e) individuelle un contrat de prestation de service pour une durée de six (6) mois étalés de juin à Novembre 2023, pour les tâches suivantes :

1. Formation des staffs en deux (2) sessions (la formation concernera environ 50 personnes nouvellement recrues et partenaires de mise en œuvre de MCA-Niger) ;
2. Appui à l’élaboration du bilan de mise en œuvre du PIGIS y compris les stratégies développées pour la prise en compte du GIS dans les activités mises en œuvre durant le Compact ;
3. Facilitation d’un atelier national de validation et
4. Organisation et facilitation de 4 ateliers régionaux de présentation des stratégies capitalisées et du bilan de mise en œuvre du PIGIS.

La prestation, objet de cette mission se réalisera comme suite :

1. La formation des staffs de MCA – Niger et de ses partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale dans les activités de développement et
2. L’accompagnement du processus d’élaboration du bilan de mise en œuvre du PIGIS pour la durée du Compact-Niger

Un calendrier précis sera établi pour activer la période de la prestation qui s’étendra sur une durée totale de six (6) mois.

1. **Description des prestations demandées**

**Tâche 1 : Préparation de la prestation et formation du nouveau personnel de MCA-Niger et de ses partenaires**

La formation concernera environ 50 personnes, les nouveaux staffs et quelques anciens qui n’ont pas eu l’occasion de participer aux sessions précédentes, de MCA - Niger et de ses partenaires. Elle vise le renforcement de la compréhension des participant(e)s sur les exigences de MCC et de MCA, les concepts clés de genre et d’inclusion sociale ainsi que leurs capacités d’intégration de l’approche genre et inclusion sociale dans le cycle de vie des projets. Au cours de cette étape, il est prévu de dispenser deux sessions de formations de 3 jours chacune, réparties comme suit : 1 à Niamey (pour les staffs de Niamey et Tillabéry) et 1 à Dosso pour les acteurs/actrices des autres régions.

Cette étape qui durera **30 jours** (Juin), devra permettre essentiellement de :

* Elaborer et décrire une note méthodologique au démarrage de l’activité, expliquant la compréhension des TDR et la démarche à suivre pour la réalisation des tâches ;
* Prendre connaissance des activités des différents projets et leur état de mise en œuvre à date ;
* Mettre à jour les outils de formation disponibles au MCA afin de l’adapter au contexte actuel de mise en œuvre du Compact ;
* Elaborer les tdr de la formation incluant la liste des participants-tes et le budget des 2 sessions ;
* Organiser les sessions de formation en collaboration avec MCA ;
* Animer et évaluer à chaud deux (2) sessions de formation ;
* Rédiger un rapport global d’étape qui inclura la note méthodologique et les rapports détaillés par session, qui sera soumis comme livrable dont l’acceptation suivra la procédure d’acceptance en vigueur au MCA - Niger**.**

Démarche d’intervention

Le-la consultant(e) s’appropriera de tous les outils et documentation que MCA lui fournira n’excluant pas la consultation des sites de MCA-Niger et de MCC pour référence. Il-elle rédigera un rapport contenant la note méthodologique de sa prestation et le support de formation mis à jour qu’il-elle soumettra à l’appréciation de MCA - Niger pour observations. Le-la consultant(e) prendra en compte les inputs de MCA qui lui seront transmis et soumettra le draft qui intègre les inputs pour validation et approbation par MCA - Niger. Au besoin, des séances de travail entre MCA et le consultant pourront être tenues pour mieux cadrer les besoins.

Les formations seront animées par le-la Consultant(e) sous la supervision de MCA - Niger. Au cours des sessions de formation, la méthode andragogique sera utilisée avec appel à contribution formelle et informelle des participant(e)s et utilisation d’exercices pratiques et de supports.

**Tâche 2 : Appropriation des rapports et rédaction des notes de capitalisation des stratégies et des résultats de la prise en compte du Genre et de l’inclusion sociale**

Cette tâche interviendra à partir de **juillet 2023** pour une durée de cinq mois (**Juillet à Novembre** ) et sera basée sur la consultation de livrables de tous les partenaires de mise en œuvre du Compact – Niger, des différents rapports élaborés par le département GIS et de visites terrain. Au cours de cette étape, il est prévu de rédiger les rapports et capitaliser les acquis dans un format instructif et attrayant.

**Démarche d’intervention :**

* Consulter les différents documents mis à la disposition par le MCA - Niger ;
* Proposer le modèle de la fiche de capitalisation des pratiques ;
* Elaborer une fiche de collecte de données ;
* Mener des entretiens sur la base d’échantillon assez représentatif ;
* Rédiger les fiches de capitalisation des principaux résultats d’intégration GIS obtenus de la mise en œuvre des activités ;

Collecter des données complémentaires (interview, récits, témoignages, visites des réalisations physiques) auprès des différentes parties prenantes locales (bénéficiaires, services techniques, ONG, Consultants et Cabinets, autorités traditionnelles et administratives) ;

**Tâche 3 : Rédaction et partage du bilan de mise en œuvre du PIGIS**

Elle interviendra à partir du mois de **Septembre 2023** pour une durée de trois mois (Septembre à Novembre).

Cette tâche consistera à rédiger le rapport de mise en œuvre du Plan d’Action du PIGIS incluant les fiches illustratives de capitalisation des pratiques, pour en faire un document de référence Genre dans la zone d’intervention du compact.

**Démarche d’intervention** :

* Rédiger un rapport provisoire de bilan de mise en œuvre du PIGIS en ressortant l’évolution contextuelle, son Plan d’action et les paramètres de sa mise en œuvre (les 3 articulations du PIGIS) ainsi que des témoignages recueillis auprès des différents types d’acteurs/actrices et des illustrations (graphiques, photos, etc) ;
* Rédiger un rapport global de capitalisation qui contient une analyse de toutes les fiches de capitalisation conçues illustrées de photos et de récits ;
* Soumettre une version provisoire du Rapport Général de bilan de mise en œuvre du PIGIS et de capitalisation de pratiques de prise en compte GIS dans les activités, comme livrable dont l’acceptation suivra la procédure d’acceptance en vigueur au MCA – Niger ;
* Tenir un atelier national de validation du draft provisoire ;
* Rédiger la version finale du Rapport Général de bilan de mise en œuvre du PIGIS et de capitalisation de pratiques de prise en compte GIS dans les activités, qui prendra en compte les inputs des participants-tes à l’atelier de validation. Ce document sera soumis comme livrable dont l’acceptation suivra la procédure d’acceptance en vigueur au MCA – Niger ;
* Restituer le document final au niveau des parties prenantes des 4 régions de la zone du Compact, à Niamey, Dosso, Konni et Maradi.

1. **Livrables à fournir et calendrier de paiements**

La mission se déroulera de Juin **à Novembre 2023** ou durant toute autre période précisée par le MCA-Niger au moment de la conclusion du contrat, pour une durée de mobilisation de **six (6) mois**. Un agenda sera élaboré en collaboration avec l’équipe GIS de MCA - Niger. Les dates de début et de fin seront fixées lors des négociations du contrat. Les délais de remise des livrables n’incluent pas les délais de validation.

**6.1 Calendrier de soumission des livrables**

**Tableau de la durée et du suivi des livrables**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Livrables** | **Échéance de soumission** |
| 1 | Signature de contrat et Ordre de Service | M0 |
| 2 | **Livrable 1** : Note méthodologique, expliquant la compréhension des TDR et la démarche à suivre pour la réalisation des tâches | M0+10 jours |
| 3 | **Livrable 2** : Rapport général de formations incluant la note méthodologique et les rapports détaillés par session | M0+30 jours |
| 4 | **Livrable 3** : Version provisoire du Rapport Général de bilan de mise en œuvre du PIGIS et de capitalisation de pratiques de prise en compte GIS dans les activités | M0+120 jours |
| 5 | **Livrable 4** : Version finale du Rapport Général de bilan de mise en œuvre du PIGIS et de capitalisation de pratiques de prise en compte GIS dans les activités | M0+150 jours |

**6.2 Echéanciers de paiement**

| **N°** | **Livrables** | **Taux de paiement** |
| --- | --- | --- |
|
| 1 | Note méthodologique, expliquant la compréhension des TDR et la démarche à suivre pour la réalisation des tâches | 30% |
| 2 | Rapport général de formations incluant la note méthodologique et les rapports détaillés par session | 0% |
| 3 | Version provisoire du Rapport Général de bilan de mise en œuvre du PIGIS et de capitalisation de pratiques de prise en compte GIS dans les activités | 40% |
| 4 | Version finale du Rapport Général de bilan de mise en œuvre du PIGIS et de capitalisation de pratiques de prise en compte GIS dans les activités | 30% |
| **TOTAL** | | **100%** |

Le/la Consultant(e) doit remettre les documents afférents à chaque tâche en langue française, accompagnés des résumés et soumettra les versions finales des livrables approuvées en trois exemplaires et sous format électronique aux dates convenues.

Le/la Consultant(e) devra prendre en charge tous les frais des deux (02) sessions de formation. Cela entend, **les frais d’impression et/ou de photocopie des livrables, toute la documentation liée à la formation** (Kit de formation à remettre à chaque participant(e), **autres charges logistiques et d’organisation** (location salle, pause-café et pause-déjeuner).Les prix proposés par le/la Consultant(e) couvrent en plus des charges citées ci-dessus, **ses honoraires, son hébergement, ses frais de déplacement, ses frais de subsistance et les frais de reprographies/reproduction** du module, des manuels et diverses photocopies.

Les frais de l’atelier national de validation et des ateliers régionaux de restitution sont à la charge de MCA - Niger.

Les délais de remise pour chaque livrable n’incluent pas les délais de validation. Le délai de validation pour chaque livrable inclut un délai d’examen et de formulation des commentaires de vingt (20) jours maximum pour les parties prenantes et un délai de cinq (05) jours ouvrables, maximum pour l’intégration des commentaires par le Consultant.

Le Consultant dispose de trois (03) jours pour remettre la version corrigée (avec prise en compte des commentaires de MCA-Niger et de ses partenaires). Si le MCA-Niger considère que le Consultant a pris en compte tous les commentaires, ce dernier devra soumettre la version finale du livrable dans un délai de deux (02) jours à compter de la date de réception de la réponse officielle de MCA-Niger.

Le paiement s’effectue après la validation de la version finale de chaque livrable. Le paiement d’un livrable n’a aucun lien avec le livrable à venir. Par conséquent, le/la Consultant(e) est tenu(e) au respect strict des délais de soumission des livrables. Les livrables deviennent la propriété totale de MCA-Niger à leur réception.

**7. Suivi de la Prestation**

Le Contrat avec le-la Consultant(e) retenu(e) sera signé et payé par le MCA-Niger. Il-elle devra travailler sous la supervision de la Manager Genre et Inclusion Sociale du MCA-Niger et en collaboration avec les homologues de MCC.

Le suivi opérationnel de cette mission est assuré par MCA-Niger. Les observations consolidées par les parties prenantes notamment sur les livrables lui seront communiquées par MCA-Niger.

Le/la Consultant(e) est responsable de la gestion de la prise en charge des participant(e)s au cours des formations (hébergement, restauration et transport) et des kits des participant(e)s ainsi que toute la logistique nécessaire. Par conséquent, les coûts liés à ces dépenses font partie du contrat du/de la consultant(e).

**8. Qualifications requises du-de la Consultant(e)**

Le-la Consultant/te doit justifier des diplômes et/ou des qualifications ci-après :

* Éducation et niveau de formation : Diplôme universitaire (au moins BAC+4) ;
* Spécialités recherchées dans les domaines suivants : Droit, Sociologie, Genre et développement, Economie Rurale ou tout autre diplôme apparenté ;
* Au moins Cinq (5) expériences en formation d’adultes (andragogie) sur le genre ;
* Au moins cinq (5) expériences dans la conduite d’études et de collecte de récits sur la mise en œuvre de projets/programmes de développement ;
* Au moins trois (3) d’expérience avérées en capitalisation de stratégies et de résultats de la prise en compte du Genre et de l’inclusion sociale dans les activités mise en œuvre ;
* Au moins trois (3) expériences en organisation et facilitation d’ateliers de validation et de restitution de document ;
* Rédaction : bonne capacité de rédaction ;
* Connaissances sur la traite de personne serait un atout mais pas une exigence ;
* Langues : la maîtrise obligatoire du français ;
* La connaissance de l’Haoussa et/ou du Zarma serait un atout.

**9. Critères d’évaluation du-de la Consultant(e)**

Les critères d’évaluation des propositions du-de la Consultant(e) sont établis à la section suivante :

1. Critères d’évaluation

Le Consultant doit nécessairement obtenir au moins une note **de 80/100** pour être qualifié. L'attribution du contrat sera recommandée en faveur du Consultant ayant obtenu le score le plus élevé, égal ou supérieur au seuil de 80 points, sous réserve de l'obtention de références satisfaisantes, de négociations réussies, d'une analyse positive du caractère raisonnable du prix et d'un accord sur le taux et le contenu de l'Offre financière.

Si un Contrat ne peut être conclu entre le MCA-Niger et le Consultant classé en première position, le Consultant classé derrière par ordre sera alors invité à des négociations.

La sélection du Consultant individuel sera basée sur les critères suivants :

**CRITERES ET GRILLE D’EVALUATION : SPECIALISTE GIS**

| **Critères, sous-critères** | **Points maximum** |
| --- | --- |
| 1. ***Qualifications et compétences*** | **15 points** |
| Le/la Consultant(e) doit avoir un diplôme en sciences sociales (Droit, Sociologie, Genre et développement, Economie Rurale ou tout autre diplôme apparenté, etc.) disposant d’un niveau Bac + 4 minimum. Il-elle devra le prouver en fournissant la copie du diplôme obtenu dans l’un des domaines cités ci-dessus.   1. *Copie diplôme fournie  ----------------------------------------------------------* 2. *Copie diplôme non fournie**-----------------------------------------------------------------* | *15 points*  *0 point* |
| 1. ***Approche, méthodologie et programme de travail*** | **20 points** |
| 1. Compréhension des TDRs | *5 points* |
| 1. Note méthodologique | *10 points* |
| 1. Organisation et chronogramme du travail | *5 points* |
| 1. ***Expériences pertinentes des candidats/tes pour la mission*** | ***60 points*** |
| 1. Expériences avérées en préparation et animation de sessions de formation sur le genre et l’inclusion sociale   *a.1 Une (1) expérience - -----------------------------------------------------------------*  *a.2 Deux (2) expériences à plus : --------------------------------------------------------------* | *5 points*  *10 points* |
| 1. Expérience dans la conduite d’études et de collecte de récits   *b.1 Une (1) expérience - ----------------------------------------------------------------*  *b.2 Deux (2) expériences à plus : ------------------------------------------------------* | *5 points*  *10 points* |
| 1. Expériences en capitalisation de pratiques genre dont les formations de staff pendant les cinq (05) dernières années **:**   *c.1 : Une (1) expérience - --------------------------------------------------------------*  *c.2 : Deux (2) expériences à plus : -----------------------------------------------------*  *c.2 : Trois (3) expériences à plus : ---------------------------------------------------* | *5 points*  *15 points*  *25 points* |
| 1. Expérience en organisation et facilitation d’ateliers de validation et de restitution   *d.1 : Une (1) expérience ---------------------------------------------------------------*  *d.2 : Deux (2) expériences à plus : -----------------------------------------------------*  *d.3 : Trois (3) expériences à plus : -----------------------------------------------------* | *5 points*  *10 points*  *15 points* |
| 1. ***Autres*** | **5 points** |
| 1. Maîtrise du français | *1* |
| 1. Connaissance d’au moins une langue locale (Haoussa ou Zarma) | *2* |
| 1. Connaissances sur la traite des personnes | *2* |
| **Total = A+B+C+D** | **100** |

*NB : En cas de score égal, le-la Consultant(e) ayant réuni plus d’années d’expériences dans le domaine du GIS sera retenu(e).*

1. Documents contractuels

**REPUBLIQUE DU NIGER**

**A picture containing logo

Description automatically generated**

**Contrat de Services de consultant**

**Contrat N° ADM\_41\_IC\_416\_22\_\_\_\_\_23**

**Entre**

**MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT – NIGER**

**et**

[***Nom du Consultant***]

**Pour**

**Formation des nouveaux staffs MCA - Niger et de ses Partenaires sur l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale (GIS) dans les programmes/projets du Compact et l’appui à la capitalisation et au partage du bilan de mise en œuvre du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS)**

**En date du : ……………………**

# Modèle de contrat

Le présent ACCORD CONTRACTUEL (le présent « Contrat ») est conclu en date du **[jour] [mois]**, **[année]**, entre **le Millennium Challenge Account** (l’« Entité MCA »), représenté par son Directeur Général, MAMANE M. Annou d’une part

et

**[dénomination légale complète du Consultant]** (le « Consultant ») d’autre part.

ATTENDU QUE l'Entité MCA a accepté la proposition du Consultant pour la fourniture des Services (les « Services ») décrits dans la Description des services à l'Annexe A, et que le Consultant est en mesure et désireux de fournir lesdits Services.

L'ENTITÉ MCA ET LE CONSULTANT (les « Parties ») CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le présent Contrat, sa signification, son interprétation et les relations entre les Parties sont régis par le droit applicable du Niger.
2. Le Contrat est signé et exécuté en Français, et toutes les communications, notifications et modifications relatives à ce Contrat sont faites par écrit et dans la même langue.
3. Le prix total du Contrat ne doit pas dépasser *[insérer le montant et la devise]* et est sans taxes locales. La rémunération du Consultant sera déterminée sur la base du temps qu’il aura effectivement consacré à l’exécution des Prestations après la date de démarrage indiquée dans l’ordre de service (ou toute autre date dont les Parties auront convenu par écrit) par application du taux journalier prévu au contrat. Les dépenses remboursables raisonnables, correspondant aux catégories de dépenses figurant à L'**Appendice E** encourues par le Consultant pour l’exécution des Prestations.
4. La date prévue pour le démarrage des Services sera mentionnée dans l’Ordre de Service à [*insérer le lieu*]. La durée est de *[insérer la durée, par exemple : douze mois et la date de fin, insérer la date, le mois et l'année]*.
5. MCA-Niger désigne le **[*insérer le nom et le titre du point de contact pour les rapports*]** comme son point de contact pour les rapports.
6. Obligations de Parties : **Obligations du Consultant :** (1) Exécuter les services conformément à la description donnée par l’appendice A et B ;(2) Respecter scrupuleusement les échéances des Différents livrables ; (3) Exécuter ses obligations selon les règles de l’art et avec professionnalisme, (4) Respecter les consignes données par MCA-Niger.

**Obligation de MCA-Niger :** (1) Collaborer avec le consultant dans le cadre de l’exécution de sa mission ;(2) Valider les livrables conforment aux spécifications définies ;(3) Payer le prix suivant les différentes tranches arrêtées.

1. Tout différend, toute controverse ou toute réclamation qui ne peut être réglé à l'amiable entre les parties et qui résulte de, ou est lié au présent Contrat ou à sa violation, sa résiliation ou sa nullité, est réglé en dernier ressort par **voie d’arbitrage** devant le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey (CMAN)**, conformément à la Clause 18 des conditions du Contrat.** L'arbitrage a lieu à Niamey et la langue de l'arbitrage est le français.

7. Les documents suivants font partie intégrante du présent Contrat :

1. Les Conditions Générales du Contrat (y compris la Pièce jointe n° 1 « *Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC* (« Politique AFC de la MCC »), la Pièce jointe n° 2 « Annexe aux Dispositions générales »).

b) Appendices :

Appendice A : Description des Services et des exigences en matière de rapports

Appendice B : Curriculum vitae de l’expert

Appendice C : Coordonnées bancaires du Consultant

Appendice D : Calendrier négocié

Appendice E : Détails des coûts

SIGNÉ :

Pour et au nom de *[nom de l'Entité MCA].*

*[Représentant autorisé de l'Entité MCA - nom, titre et signature].*

Le Consultant *[nom du Consultant].*

*[Consultant - nom et signature]*

# Conditions du Contrat

|  |  |
| --- | --- |
| Pratiques de corruption et de fraude | 1.1 La Millennium Challenge Corporation (« MCC ») exige le respect de sa politique sur les pratiques de corruption et de fraude, énoncée dans la Pièce jointe n° 1. |
| Divulgation des commissions et des frais | 2.1 L'Entité MCA exige que le Consultant divulgue toutes les commissions, gratifications ou honoraires qui ont pu être payés ou doivent être payés à des agents ou à toute autre partie dans le cadre du processus de sélection ou de l'exécution du Contrat. Les informations divulguées doivent inclure au moins le nom et l'adresse de l'agent ou de l'autre partie, le montant et la monnaie, ainsi que l'objet de la commission, de la gratification ou des honoraires. Le défaut de divulgation de ces commissions, gratifications ou honoraires peut entraîner la résiliation du Contrat et/ou des sanctions de la part de la MCC. |
| Force majeure |  | |
| Définition | 3.1 Dans le cadre du présent Contrat, l’expression « Force Majeure » désigne tout événement ou situation a) qui n’est pas raisonnablement prévisible, qui échappe à la volonté d’une Partie, et qui ne résulte pas d’actes, d’omissions ou de retards de la Partie qui l’invoque (ou de ceux d’un tiers sur lequel cette Partie exerce un contrôle ; b) qui n’est pas un acte, un événement ou une condition dont la Partie a expressément accepté d’assumer les risques ou les conséquences en vertu du présent Contrat ; c) et qui n’aurait pu être évité, réparé ou corrigé par la Partie agissant avec une diligence raisonnable ; et d) qui rend impossible l’exécution par une Partie de ses obligations contractuelles ou qui rend cette exécution si difficile qu’elle peut être tenue pour impossible dans de telles circonstances. 17.3. La notion de Force Majeure ne s’applique pas à l’insuffisance de fonds ou à l’incapacité d’effectuer tout paiement requis en vertu des présentes | |
| b. Pas de rupture de contrat | 3.2 Le manquement par une Partie à l’une quelconque de ses obligations contractuelles ne constitue pas une rupture du Contrat, ou un manquement à ses obligations contractuelles, si un tel manquement résulte d’un cas de Force majeure, dans la mesure où la Partie qui se trouve dans une telle situation a) a pris toutes les précautions et mesures raisonnables pour pouvoir exécuter les termes et conditions du présent Contrat, et b) a averti l’autre Partie dès que possible (et en aucun cas plus de sept (7) jours après la survenance dudit évènement) de la survenance d’un évènement donnant lieu à l’invocation d’un cas de Force majeure. | |
| Mesures à prendre | 3.3 Une Partie affectée par un cas de Force majeure doit continuer à respecter ses obligations contractuelles dans la mesure du possible et doit prendre toutes les mesures raisonnables pour minimiser et remédier aux conséquences de tout cas de Force majeure.  3.4 Tout délai accordé à une Partie en vertu du présent Contrat, pour l’exécution d’un acte ou d’une tâche, doit être prorogé d’une durée égale à la période pendant laquelle cette Partie a été dans l’incapacité d’exécuter cette tâche par suite d’un cas de Force majeure  3.5 Pendant la période où il ne peut pas exécuter les Services en raison d’un cas de Force majeure, le Consultant, sur instruction du Client, doit soit  a) procéder à la démobilisation, auquel cas le Consultant sera remboursé des coûts supplémentaires raisonnables et nécessaires qu’il a engagés, et, si le Client l’exige, pour la reprise des Services ; où  b) poursuivre la fourniture des Services dans la mesure où cela est raisonnablement possible, auquel cas le Consultant continuera d’être payé selon les termes du présent Contrat et sera remboursé pour les frais supplémentaires raisonnables et nécessaires qu’il aurait engagés.  En cas de désaccord entre les Parties sur l'existence ou l'étendue d'un cas de Force Majeure, la question sera réglée conformément à la clause 17 des CGC. | |
| Suspension | 4.1 L'Entité MCA peut, au moyen d’un avis de suspension écrit au Consultant, suspendre une partie ou la totalité des paiements au Consultant en vertu des présentes si ce dernier n’exécute pas l’une de ses obligations en vertu du présent Contrat, y compris la prestation des Services, à condition que ledit avis de suspension i) précise la nature du manquement et ii) demande au Consultant de remédier à ce manquement dans un délai n’excédant pas trente (30) jours calendaires après la réception par le Consultant dudit avis de suspension ou si la MCC a suspendu les décaissements au titre du Compact. | |
| Résiliation | 5.1 Le présent Contrat peut être résilié par l’une ou l’autre des Parties selon les dispositions prévues ci-dessous : | |
| **à l’initiative de MCA-Niger** | 5.2 L'Entité MCA peut résilier le présent Contrat moyennant un préavis écrit de trente (30) jours calendaires adressé au Consultant en cas de survenance de l’un des événements spécifiés aux alinéas (a) , (b) et (c) de la présente clause. Dans les cas spécifiés aux points (d) et (e), la résiliation se fera avec effet immédiat. Aucun préavis n’est à respecter :   1. si le Consultant ne remédie pas à un manquement dans l’exécution de ses obligations en vertu des présentes après avoir été avisé par écrit par l'Entité MCA en précisant la nature du manquement et en demandant d'y remédier dans un délai d'au moins dix (10) jours calendaires après la réception de la notification de l'Entité MCA ; 2. si l'Entité MCA, à sa seule discrétion et pour quelque raison que ce soit, décide de résilier le présent Contrat ;   ;   1. si le Compact a été résilié ou si la MCC a suspendu les décaissements au titre du Compact. Si le présent Contrat est suspendu en vertu de la présente sous-clause 5.2 (e) des CGC, le Consultant est tenu de réduire au minimum les dépenses, dommages et pertes subis par l'Entité MCA pendant la période de suspension ; 2. si le Consultant devient insolvable ou fait faillite. 3. si le Consultant, de l'avis de l'Entité MCA, a commis des manquements aux principes d'intégrité tels que définis dans la Pièce jointe n°1 ou si, de l'avis de l'Entité MCA, la poursuite du Contrat est préjudiciable aux intérêts ou à la réputation de l'Entité MCA ou du projet | |
| **Résiliation à l’initiative du –de la Consultant(e)** | 5.3 Le Consultant peut résilier le présent Contrat, moyennant un préavis écrit adressé à l'Entité MCA conformément au délai spécifié ci-dessous, ledit préavis devant être donné après la survenance de l’un des événements spécifiés aux paragraphes (a) à (e) de la présente sous-clause des CGC :  si le Client ne paie pas les sommes dues au Consultant en vertu du présent Contrat et non sujettes à contestation conformément à la clause 17 des CGC dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception d'un avis écrit du Consultant indiquant que le paiement est en retard. La résiliation en vertu de la présente disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation, à moins que l'Entité MCA n'effectue le paiement faisant l'objet dudit avis de résiliation au Consultant dans ce délai de trente (30) jours :  si, à la suite d'un cas de Force majeure, le Consultant est dans l'incapacité d'exécuter une partie importante des Services pendant une période d'au moins soixante (60) jours. La résiliation en vertu de cette disposition devient effective trente (30) jours après l’envoi de l’avis de résiliation ;  si l'Entité MCA ne se conforme pas à toute décision finale prise à la suite d'un arbitrage conformément à la clause 17 des CGC. La résiliation en vertu de cette disposition devient effective trente (30) jours après l’envoi de l’avis de résiliation ;  si le Consultant ne reçoit pas le remboursement des Taxes qui sont exonérées en vertu du Contrat dans les cent vingt (120) jours après que le Consultant a notifié à l'Entité MCA que ce remboursement est dû au Consultant. La résiliation en vertu de cette disposition prend effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la remise de l'avis de résiliation, à moins que le remboursement faisant l'objet dudit avis de résiliation ne soit effectué au Consultant dans ce délai de trente (30) jours ;  si le présent Contrat est suspendu pour une durée supérieure à trois (3) mois consécutifs, à condition que le Consultant se soit acquitté de son obligation de limiter le préjudice conformément à l'alinéa 5.2(e) des CGC pendant la période de suspension. La résiliation en vertu de cette disposition devient effective trente (30) jours après l’envoi de l’avis de résiliation. | |
| Obligations du Consultant |  |
| Norme de performance | 6.1 Le Consultant exécute les Services avec la diligence et l'efficacité requises et fait preuve d'un niveau de compétence et de conscience raisonnable dans l'exécution des Services, conformément aux bonnes pratiques professionnelles.  6.2 Le Consultant agit à tout moment de manière à protéger les intérêts de l'Entité MCA et prend toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum toutes les dépenses, conformément aux bonnes pratiques professionnelles. |
| Conformité | 6.3 Le Consultant exécute les Services conformément au Contrat et à la loi applicable de Niger**.** |
| Conflit d'intérêts | 6.4. 6.4 Le Consultant doit faire primer les intérêts de l’Entité MCA, sans aucune considération pour des travaux futurs, et éviter strictement tout conflit avec d’autres missions ou ses propres intérêts professionnels.  6.5 Le Consultant convient que, pendant la durée du présent Contrat et après sa résiliation, le Consultant et toute entité affiliée au Consultant est exclu de la fourniture de biens, de travaux ou de services autres que des services de consultant découlant des services du Consultant ou directement liés à ceux-ci pour la préparation ou la mise en œuvre du projet.  6.6 Le Consultant ne s’engage pas, directement ou indirectement, dans des activités commerciales ou professionnelles qui entreraient en conflit avec les activités qui leur sont confiées dans le cadre du présent Contrat  6.7 Le Consultant a l’obligation de divulguer toute situation de conflit réel ou potentiel qui a un impact sur sa capacité à servir au mieux les intérêts de l’Entité MCA, ou qui peut raisonnablement être perçue comme ayant cet effet. Le fait de ne pas divulguer lesdites situations peut entraîner la disqualification du Consultant ou la résiliation de son Contrat. |
| Confidentialité | 7.1 Sauf accord écrit préalable de l’Entité MCA, le Consultant ne doit communiquer à aucun moment à toute personne ou entité les informations confidentielles acquises dans le cadre des Services, ni rendre publiques les recommandations formulées dans le cadre ou à la suite des Services |
| Assurance à souscrire par le Consultant | 8.1 Le Consultant peut souscrire et maintenir à ses propres frais une assurance responsabilité professionnelle adéquate ainsi qu'une assurance adéquate contre la responsabilité civile et la perte ou l'endommagement d'équipements achetés en totalité ou en partie avec des fonds fournis par l'Entité MCA. Le Consultant s'assure que ladite assurance est en place avant de commencer la fourniture des services.  8.2 L'Entité MCA n'assume aucune responsabilité relativement à toute assurance vie, santé, accident, voyage ou autre qui pourrait être nécessaire ou souhaitable pour le Consultant, aux fins des Services, ou pour toute personne à charge d'une telle personne.  8.3 L'Entité MCA se réserve le droit d'exiger la preuve originale que le Consultant a souscrit les assurances nécessaires. |
| Comptabilité, inspection et audit | 9.1 Le Consultant tient, et fait tous les efforts raisonnables pour tenir des comptes et des registres précis et systématiques concernant les Services, et sous une forme et avec un niveau de détail permettant d’identifier clairement les changements de calendrier et les coûts pertinents.  9.2 Le Consultant doit permettre à la MCC et/ou à toutes autres personnes nommées par la MCC d’inspecter le Site et/ou les comptes et les registres dans le cadre de l’exécution de ce Contrat, et de faire vérifier ces comptes et registres par des auditeurs nommés par la MCC, à sa demande. |
| Obligations en matière de rapports | 10.1 Le Consultant soumet à l’Entité MCA les rapports et documents spécifiés dans l’**Appendice A**, sous la forme, au nombre et dans les délais prévus dans ledit Appendice |
| Droits de propriété de l'Entité MCA sur les rapports et les registres | 11.1 Tous les rapports et toutes les données et informations pertinentes telles que les cartes, diagrammes, plans, bases de données, autres documents et logiciels, les registres ou documents justificatifs compilés ou préparés par le Consultant pour l’Entité MCA dans le cadre des Services sont confidentiels et deviennent et restent la propriété absolue de l’Entité MCA sauf accord contraire de l’Entité MCA donné par écrit. Au plus tard à la résiliation ou à l’expiration du présent Contrat, le Consultant remet à l’Entité MCA tous ces documents, ainsi qu’un inventaire détaillé de ceux-ci. Le Consultant peut conserver une copie de ces documents, données et/ou logiciels mais ne doit pas les utiliser à des fins non liées au présent Contrat sans l’approbation écrite préalable de l’Entité MCA.  a) Le Consultant garantit l'Entité MCA contre les réclamations, engagements, obligations, pertes, dommages, pénalités, actions, jugements, procès, procédures, demandes, coûts, dépenses et débours de toute nature qui pourraient être imposés, encourus ou revendiqués contre l'Entité MCA pendant ou en relation avec les Services en raison i) d'une violation ou d'une prétendue violation par le Consultant de tout brevet ou autre droit protégé, ou ii) d'un plagiat ou d'un prétendu plagiat par le Consultant.  b) Le Consultant s'assure que tous les biens et services (y compris, mais sans s'y limiter, tout le matériel, les logiciels et les systèmes informatiques) qu'il acquiert sur les fonds de l'Entité MCA ou qu'il utilise dans le cadre de l'exécution des Services ne violent ou n'enfreignent aucun droit ou revendication de propriété industrielle ou intellectuelle d'un tiers ». |
| Description de poste du Consultant | 12.1 Le titre, la description de poste convenue, la qualification minimale pour la réalisation des Services du Consultant sont décrits dans l’**Appendice B**. | | |
| Obligation de paiement de l'Entité MCA | 13.1 En rémunération des Services exécutés par le Consultant en vertu du présent Contrat, l'Entité MCA effectue les paiements au Consultant pour les Services spécifiés à l'**Appendice E**. | | |
| Mode de facturation et de paiement | 14.1 Les paiements au titre du présent Contrat sont effectués conformément aux modalités de paiement décrites à l'**Appendice E**.  14.2 Les paiements ne valent pas acceptation de l'ensemble des Services et ne dispensent pas le Consultant de ses obligations. | | |
| Intérêts de retard | 15.1 Lorsque les paiements de l'Entité MCA sont en retard au-delà de trente (30) jours après la date de paiement déterminée, le taux d'intérêt à appliquer en cas de retard de paiement est le taux des fonds fédéraux tel qu'indiqué sur le site web suivant :  [http://www.federalreserve.gov/releases/h15/current/default.htm.](http://www.federalreserve.gov/releases/h15/current/default.htm) | | |
| Impôts et taxes | [La présente sous-clause 16 devra être modifiée au besoin pour l’adapter aux dispositions fiscales propres à certains pays]. À l'exception des exemptions prévues par le Contrat ou un autre accord lié au Compact, consultables en anglais à l'adresse [insérer le lien Internet], le Consultant peut être assujetti à certaines Taxes, telles que définies dans le Compact, sur les montants payables par l'Entité MCA en vertu du présent Contrat, conformément à la Loi applicable (en vigueur actuellement ou ultérieurement). Le Consultant est tenu d’acquitter toutes les Taxes perçues en vertu de la Loi applicable. En aucun cas, l'Entité MCA ne sera tenue au paiement ou au remboursement de toutes Taxes. Dans le cas où des Taxes seraient imposées au Consultant, le prix du contrat ne sera pas ajusté pour tenir compte de ces Taxes.  Le Consultant suit les procédures douanières habituelles du Pays MCA pour toute importation de biens dans le Pays MCA.  Si le Consultant ne retire pas, mais dispose de biens exonérés de droits de douane ou d'autres Taxes dans le Pays MCA, le Consultant i) prend en charge ces droits de douane et autres Taxes conformément à la Loi applicable, ou ii) rembourse ces droits de douane et Taxes à l'Entité MCA si ces droits de douane et Taxes ont été payés par l'Entité MCA au moment où les biens en question ont été introduits dans le Pays MCA.  Sans préjudice des droits du Consultant en vertu de la présente clause, le Consultant prendra les mesures raisonnables demandées par l'Entité MCA ou le Gouvernement concernant la détermination du statut fiscal décrit dans la présente clause 16 des CGC.  Si le Consultant est tenu de payer des Taxes qui sont exonérées en vertu du Compact ou d'un accord connexe, le Consultant notifie rapidement à l'Entité MCA (ou à l'agent ou au représentant désigné par l'Entité MCA) les Taxes acquittées, et le Consultant coopère avec l'Entité MCA, la MCC, ou l'un ou l'autre de leurs agents ou représentants, et prend les mesures qui peuvent lui être demandées pour obtenir le remboursement rapide et adéquat de ces Taxes.  L'Entité MCA déploie des efforts raisonnables pour s'assurer que le Gouvernement accorde au Consultant les exonérations fiscales qui lui sont applicables, conformément aux termes du Compact ou des accords connexes. Si l'Entité MCA ne respecte pas ses obligations aux termes du présent paragraphe, le Consultant a le droit de résilier le présent Contrat. | | |
| Règlement à l'amiable des différends | 17.1 Les Parties s'efforcent de régler tout différend à l'amiable. | | |
| Règlement des différends | 18.1. Le présent Contrat est régi par les textes et lois en vigueur sur le territoire de la République du Niger. La langue du Contrat est le français.  Tout différend né de l’exécution ou de l’interprétation du présent contrat sera réglé à l’amiable.  En cas de non-conciliation, le litige sera réglé exclusivement par voie d’arbitrage et sera de ce fait soumis par la partie la plus diligente au Centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey (CMAN) en accord avec les dispositions suivantes :  1. **Règles de procédure**. Exception faite de ce qui est précisé aux présentes, les procédures arbitrales sont menées conformément aux règles de procédure d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.  2. **Sélection des arbitres**. Chaque litige soumis à arbitrage par une Partie sera entendu par un arbitre unique ou par un panel d’arbitres composé de trois arbitres, conformément aux dispositions suivantes :  (a) **Arbitre unique**. Lorsque les Parties reconnaissent que le litige concerne une question technique, elles acceptent de nommer un arbitre unique pour être confirmé par le Centre. A défaut d’accord sur l’identité de cet arbitre unique dans les quinze (15) jours à compter de la notification de la demande d’arbitrage à l’autre Partie, ou dans tout autre délai accordé par le Centre, l’arbitre unique est nommé par le Centre.  (b) **Panel de trois Arbitres**. Lorsque les Parties conviennent que le litige ne concerne pas une question technique, elles désignent respectivement dans la demande d’arbitrage et dans la réponse un arbitre pour confirmation par le Centre, et ces deux arbitres nomment ensemble un troisième arbitre, pour confirmation également par le Centre, qui présidera le panel d’arbitrage. Si les arbitres nommés par les Parties ne parviennent pas à nommer un troisième arbitre dans les quinze (15) jours après la nomination du dernier des deux arbitres nommés par les Parties, le troisième arbitre est nommé par le Centre. Si une partie s’abstient de désigner un arbitre, celui-ci est nommé par le Centre.  2. **Caractéristique du litige**. Au cas où les parties ne s’accorderaient pas sur le caractère technique ou non du litige, cette question sera tranchée par le Centre.  3. **Arbitres remplaçants**. Si pour une quelconque raison un arbitre n’est pas en mesure de remplir sa fonction, un remplaçant est nommé conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.  4. **Qualification des arbitres**. L’arbitre unique ou le troisième arbitre nommé est un expert en droit ou technique internationalement et/ou nationalement reconnu avec une vaste expérience en lien avec la question en litige.  5. **Coûts**. En cas de survenance d’un litige, l’allocation des coûts associés aux efforts de règlement avant arbitrage ou en lien avec l’arbitrage est déterminé conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.  6. **Divers.** Dans toute procédure d’arbitrage en vertu du présent Contrat :  (i) les procédures se tiennent, sauf accord des Parties, en français, et  (ii) le français est la langue officielle à tous égards.  7. **Décision arbitrale**. Les parties conviennent que, la décision de l’arbitre unique ou de la majorité des arbitres est définitive conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.  8.**Droit d’observer de la MCC** : La MCC a le droit d’être un observateur lors de n’importe quelle procédure d’arbitrage associée au présent Contrat, à sa seule discrétion, mais n’est aucunement obligée de prendre part à la procédure d’arbitrage. Que la MCC soit ou non un observateur dans un arbitrage associé au présent Contrat, les Parties doivent remettre à la MCC la transcription écrite en Anglais de toute procédure ou audience d’arbitrage et une copie écrite de la sentence arbitrale dans les dix (10) jours suivant (a) chacune de ces procédures ou audiences ou, (b) la date de la remise de la sentence arbitrale. La MCC peut faire appliquer son droit en vertu du présent Contrat dans un arbitrage mené conformément à la présente disposition ou en intentant une action devant toute cour ou juridiction. L’acception par la MCC du droit d’être un observateur lors d’un arbitrage ne constitue aucunement une acceptation de la juridiction des tribunaux ou de tout organisme d’une juridiction ou de la juridiction d’un panel d’arbitrage. | | |

**Pièce jointe n° 1 : Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC (« Politique AFC de la MCC »)**

*La Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC* (« Politique AFC de la MCC ») peut être consulté sur le lien suivant :

<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption>

[Ces dispositions doivent être téléchargées et jointes au Contrat].

# Pièce jointe n° 2 : Politique de la MCC - Annexe aux dispositions générales

Les dispositions générales de la MCC peuvent être consultées sur le lien suivant :

<https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions>

[**https://dtglobal-my.sharepoint.com/:b:/g/personal/madani\_doumbia\_dt-global\_com/Ef9\_6R2xaZtPn2Ccg-aCEYoBUlh4xn-1gpsPE1thKXEPrA?e=1fDPic**](https://dtglobal-my.sharepoint.com/:b:/g/personal/madani_doumbia_dt-global_com/Ef9_6R2xaZtPn2Ccg-aCEYoBUlh4xn-1gpsPE1thKXEPrA?e=1fDPic)

[Ces dispositions doivent être téléchargées et jointes au Contrat].

**APPENDICES**

Appendice A - Description des services et exigences en matière de rapports

**Appendice A.1/ - Description des services**

**Appendice A.2/ - Obligations du-de la Consultant(e) en matière d’Établissement de Rapports**

Les rapports à réaliser sont consignés dans le tableau des livrables au niveau des TDRs, sans s’y limiter, il est attendu du-de la Consultant(e) de rédiger un rapport global d’étape qui inclura la note méthodologique et les rapports détaillés par session, dont l’acceptation suivra la procédure d’acceptance en vigueur au MCA - Niger.

Appendice B - Curriculum Vitae du-DE LA Consultant(e)

Appendice C - Coordonnées bancaires du DE LA Consultant(e)

Appendice D - Calendrier de recrutement négocié (si nécessaire)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Contribution du Consultant (sous la forme d'un diagramme à barres) | | | | | | | | |
| Mois | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | Etc. | **Total** |
| [Domicile] |  |  |  |  |  |  |  |  |
| [Terrain] |  |  |  |  |  |  |  |  |

Appendice E - Détails des coûts

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Description** | **Coût unitaire** | **U/M** | **Total** | **Observations** |
| **Rémunération** |  |  |  |  |
| Honoraires |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Autres coûts** | | | | |
| **Description** | **Taux** | **Qté** | **Total** | **Observations** |
| Vol Aller [insérer les aéroports] |  |  |  |  |
| Vol de retour [insérer les aéroports] |  |  |  |  |
| Hébergement [[insérer la ville] |  |  |  |  |
| M&IE [insérer la ville]  (premier jour du voyage) |  |  |  |  |
| M&IE [insérer la ville] |  |  |  |  |
| M&IE [insérer la ville]  (dernier jour du voyage) |  |  |  |  |
| Frais de visa, services de messagerie et dépenses connexes |  |  |  |  |
|  |  | Total | **0,00** |  |
|  |  |  |  |  |
|  | Total général : FCFA et/ou USD | | **0,00** |  |

Pour tous les frais remboursables, le-la Consultant(e) soumettra les originaux des cartes d'embarquement, des factures et des reçus de toutes les dépenses engagées sur la base des coûts maximums approuvés.

1. Disponible sur le site web de la MCC, à l'adresse www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption [↑](#footnote-ref-2)
2. Disponible sur le site web de la MCC, à l'adresse www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption [↑](#footnote-ref-3)